



GOVERNEMENT ELISABETH BORNE

Elisabeth Borne, Première ministre

elisabeth.borne@pm.gouv.fr | 01.42.75.80.00



4, rue Marbeuf 75008 Paris
01 42 27 53 37
contact@anthenor.fr

MINISTRES DÉLÉGUÉS ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE

CONTACT : 01.42.75.80.00 - PRENOM.NOM@PM.GOUV.FR



Olivier Véran

Ministre délégué auprès de la Première ministre, chargé des Relations avec le Parlement et de la Vie démocratique

Contact : 01.42.75.80.00
olivier.veeran@pm.gouv.fr



Isabelle Rome

Ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances

Contact : 01.42.75.80.00
isabelle.rome@pm.gouv.fr



Olivia Grégoire

Secrétaire d'État auprès de la Première ministre, Porte-parole du Gouvernement

Contact : 01.42.75.80.00
olivia.gregoire@pm.gouv.fr



Justine Bénin

Secrétaire d'État auprès de la Première ministre, chargée de la Mer

Contact : 01.42.75.80.00
justine.benin@pm.gouv.fr



Charlotte Caubel

Secrétaire d'État auprès de la Première ministre, chargée de l'Enfance

Contact : 01.42.75.80.00
charlotte.caubel@pm.gouv.fr

MINISTRES



Bruno Le Maire

Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Contact : 01 40 04 04 04
bruno.le-maire@cabinets.finances.gouv.fr



Gérald Darmanin

Ministre de l'Intérieur

Contact : 01 49 27 49 27
gerald.darmanin@interieur.gouv.fr



Catherine Colonna

Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Contact : 01 43 17 53 53
catherine.colonna@diplomatie.gouv.fr



Éric Dupond-Moretti

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

Contact : 01 44 77 60 60
eric.dupond-moretti@justice.gouv.fr



Gabriel Attal

Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, chargé des Comptes publics

Contact : 01 40 04 04 04
gabriel.attal@cabinets.finances.gouv.fr



Christophe Béchu

Ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur et de la ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé des Collectivités territoriales

Contact : 01 40 81 22 22
christophe.bechu@ecologie.gouv.fr



Franck Riester

Ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité

Contact : 01 43 17 53 53
franck.riester@diplomatie.gouv.fr



Brigitte Bourguignon

Ministre de la Santé et de la Prévention

Contact : 01 40 56 60 00
brigitte.bourguignon@sante.gouv.fr



Pap Ndiaye

Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

Contact : 01 55 55 10 10
pap.ndiaye@education.gouv.fr



Amélie De Montchalin

Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Contact : 01 40 81 22 22
amelie.de-montchalin@ecologie.gouv.fr



Clément Beaune

Ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé de l'Europe

Contact : 01 43 17 53 53
clement.beaune@diplomatie.gouv.fr



Marc Fesneau

Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Contact : 01 49 55 49 55
marc.fesneau@agriculture.gouv.fr



Olivier Dussopt

Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion

Contact : 01 44 38 38 38
olivier.dussopt@travail.gouv.fr



Damien Abad

Ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées

Contact : 01 40 56 60 00
damien.abad@solidarites.gouv.fr



Chrysoula Zacharopoulou

Secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux

Contact : 01 43 17 53 53
chrysoula.zacharopoulou@diplomatie.gouv.fr



Rima Abdul Malak

Ministre de la Culture

Contact : 01 40 15 80 00
rima.abdul-malak@culture.gouv.fr



Stanislas Guérini

Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques

Contact : 01 40 04 04 04
stanislas.guerini@cabinets.finances.gouv.fr



Yaël Braun-Pivet

Ministre des Outre-mer

Contact : 01 53 69 20 00
yael.braun-pivet@outre-mer.gouv.fr



Sébastien Lecornu

Ministre des Armées

Contact : 01 80 50 14 00
sebastien.lecornu@defense.gouv.fr



Agnès Pannier-Runacher

Ministre de la Transition énergétique

Contact : 01 40 81 22 22
agnes.pannier-runacher@ecologie-solidaire.fr



Sylvie Retailleau

Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Contact : 01 55 55 90 90
sylvie.retailleau@recherche.gouv.fr



Amélie Oudéa-Castera

Ministre des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques

Contact : 01 40 45 90 40
amelie.oudea-castera@sports.gouv.fr



Elisabeth Borne

PREMIÈRE MINISTRE

Ancienne directrice de la stratégie de la SNCF, et P-DG de la RATP, Elisabeth Borne rejoint le Gouvernement en 2017 comme ministre des Transports avant d'être nommée ministre de la Transition écologique et solidaire, en juillet 2019, en remplacement de François de Rugy. En 2020, elle est nommée ministre du Travail, de l'emploi et de l'insertion.

Née le 18 avril 1961, Elisabeth Borne est diplômée de l'École polytechnique et de l'École nationale des ponts et chaussées ainsi que du Collège des ingénieurs. Après avoir occupé différentes fonctions au ministère de l'Équipement, puis à la direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France, elle est nommée conseillère chargée des transports au cabinet de Lionel Jospin, alors Premier ministre, avant de voir ses attributions élargies à l'urbanisme, l'équipement, le logement et la ville.

Elle devient ensuite directrice de la stratégie et membre du comité exécutif de SNCF, poste qu'elle occupe jusqu'en 2007. Elisabeth Borne occupe ensuite les fonctions de directrice des concessions à Eiffage (2007-2008) puis directrice générale de l'urbanisme de la Ville de Paris (2008-2013). Elle est nommée préfète de région Poitou-Charentes et de la Vienne en 2013, avant de devenir en 2014 directrice de cabinet de Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie.

Elle devient P-DG de la RATP en mai 2015.

Elisabeth Borne est nommée ministre des Transports au Gouvernement d'Edouard Philippe en mai 2017. Elle est en poste au moment de l'examen de la loi d'Orientation des mobilités (LOM). Elle récupère le portefeuille de l'Écologie en juillet 2019, à la suite de la démission de François de Rugy. Elle entame cette fonction avec l'examen du projet de loi énergie-climat et la suite du projet de loi sur l'économie circulaire (AGEC). Le 6 juillet 2020, elle devient ministre du Travail, fonction qu'elle occupe jusqu'à la fin du quinquennat. Elle y récupère la réforme des retraites, abandonnée ensuite par Emmanuel Macron.

Le 16 mai 2022, elle est nommée Premier ministre pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Sa nomination répond à une quadruple volonté du Président de la République, à savoir :

- ➔ Une femme ;
- ➔ Une sensibilité de gauche (ou identifiée comme telle) ;
- ➔ Des compétences quant aux enjeux environnementaux ;
- ➔ Une connaissance des questions sociales.

Olivier Véran

MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DES
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
ET DE LA VIE DÉMOCRATIQUE
AUPRÈS DE LA PREMIÈRE MINISTRE

Ancien député de l'Isère et rapporteur général de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, il devient ministre des Solidarités et de la santé au sein du Gouvernement de Jean Castex.



Né le 22 avril 1980, il est diplômé de médecine à Grenoble et complète sa formation en obtenant en 2012 un master en gestion et politique de santé à l'Institut d'Études politiques de Paris. Praticien hospitalier, il exerce en qualité de neurologue au sein du CHU de Grenoble-Alpes.

En 2012, à l'occasion des élections législatives, il est élu député suppléant de Geneviève Fioraso. Nommée ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Olivier Véran devient député socialiste jusqu'en avril 2015. Durant son mandat, il siège à la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale et sera chargé de dossiers relatifs à la santé.

Olivier Véran soutient la candidature d'Emmanuel Macron lors de l'élection présidentielle de 2017. Il rejoint le parti présidentiel et est élu député de la 1ère circonscription de l'Isère en juin de la même année. Dans la foulée, il est élu rapporteur général de la commission des Affaires sociales et en 2018, dans le contexte des Gilets jaunes, rapporteur du projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales.

Le 15 février 2020, il remplace Agnès Buzyn comme ministre des Solidarités et de la santé lorsque celle-ci remplace Benjamin Griveaux dans la course à la mairie de Paris. Il prendra en charge la gestion de l'épidémie du coronavirus.

Le 20 mai 2022, il est nommé ministre délégué chargé des Relations avec le parlement et de la vie démocratique au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Isabelle Rome

MINISTRE DÉLÉGUÉE CHARGÉE DE
L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET
LES HOMMES, DE LA DIVERSITÉ ET
DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES
AUPRÈS DE LA PREMIÈRE MINISTRE

Née le 29 avril 1963 à Bourg-en-Bresse, elle commence sa carrière de magistrate à Lyon. Elle y fut juge de l'application des peines, juge d'instruction, et secrétaire générale de la présidence. Devenue cheffe de la prévention de la délinquance à la Délégation interministérielle à la ville puis conseillère technique de la Garde des Sceaux Marylise Lebranchu, vice-présidente chargée de l'instruction à Amiens et JLD à Pontoise, elle présida ensuite les cours d'assises à la cour d'appel de Versailles.

Elle fut administratrice, à Lyon, d'associations d'aide aux détenus, aux toxicomanes et aux réfugiés, et organisa de nombreux débats dans les quartiers, en direction des jeunes. Dans l'Oise, elle a fondé, en 2002, l'association Femmes de Libertés qu'elle présida pendant 12 ans.

En juin 2018, elle est nommée haute fonctionnaire à l'égalité femmes-hommes du ministère de la Justice par la garde des Sceaux Nicole Belloubet. Dans ce cadre, ses missions ont consisté à la mise en place d'outils statistiques précis permettant de mieux connaître la carrière des femmes, ainsi que la féminisation des titres, grades et fonctions et la mixité des métiers.

Le 20 mai 2022, elle est nommée Ministre chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Olivia Grégoire

CHARGÉE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE,
SOLIDAIRE ET RESPONSABLE

Ancienne Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, des finances et de la relance, chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable depuis juillet 2020.



Née le 30 septembre 1978, Olivia Grégoire débute sa carrière comme chargée de mission au sein du Service d'Information du Gouvernement de Jean-Pierre Raffarin jusqu'en 2005, avant d'intégrer le cabinet du ministre de la Santé et des solidarités, Xavier Bertrand, en tant que conseillère technique en charge de la communication stratégique.

En 2007, elle devient Directrice de la communication et des relations extérieures et Responsable du développement durable de DDB Groupe France. En 2009, elle prend le poste de Directrice du Développement de l'agence W&CIE (Corporate/Publicité) du groupe Havas. Elle occupe le même poste dans l'entreprise Saint-Gobain en 2011.

Politiquement, elle débute dans « la droite libérale et constructive » et milite dans sa jeunesse au sein des Jeunes avec Madelin, rattaché au parti Démocratie libérale. En 2017, elle reçoit l'investiture de La République en marche pour les élections législatives et est élue députée dans la douzième circonscription de Paris.

Porte-parole du groupe La République en marche à l'Assemblée nationale, elle est vice-présidente de la commission des Finances, responsable du groupe de travail informel des députés LREM sur les TPE/PME et présidente de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Pacte ».

Le 26 juillet 2020, elle est nommée secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, Bruno Le Maire, au sein du gouvernement Jean Castex.

Le 20 mai 2022, elle est nommée porte-parole du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Justine Bénin

SECRÉTAIRE D'ETAT CHARGÉE DE
LA MER AUPRÈS DE LA PREMIÈRE
MINISTRE

**Ancienne députée divers gauche,
Justine Benin est nommée secrétaire
d'Etat chargée de la Mer.**

Née le 12 mars 1975, Justine Benin est diplômée d'un master en droit social de l'Université de Toulouse. Elle commence sa carrière professionnelle à la protection judiciaire de la jeunesse, puis au sein de Pôle emploi.

En 2008, elle se lance dans la politique locale en se faisant élire au Moule lors des élections municipales sur la liste de Gabrielle Louis-Carabin, puis devient vice-présidente du conseil régional de Guadeloupe en 2010. En 2011, elle est également élue conseillère générale divers gauche de Guadeloupe.

Le 17 juin 2017, elle est élue députée divers gauche de la 2ème circonscription de Guadeloupe, face à la candidate de La République en marche Diana Peran. Elle est nommée rapporteure en juin 2019 de la commission d'enquête parlementaire sur la pollution au chlordécone en Guadeloupe et en Martinique l'amenant à remettre en fin d'année un rapport qui conduira le Gouvernement a présenté en février 2021 le Plan Chlordécone IV. Elle est également à l'origine d'une loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe, visant à répondre aux difficultés de distribution d'eau potable et d'assainissement dans le département.

Le 20 mai 2022, elle est nommée secrétaire d'Etat chargée de la Mer au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Charlotte Caubel

SECRÉTAIRE D'ETAT CHARGÉE DE
L'ENFANCE AUPRÈS DE LA
PREMIÈRE MINISTRE

Ancienne directrice de la Protection judiciaire de la jeunesse et ancienne conseillère justice auprès du Premier ministre Edouard Philippe.



Né en 1972, Charlotte Caubel intègre Sciences Po puis l'Ecole nationale de la magistrature en 1996. Elle commence sa carrière en tant que substitut du procureur de la République au tribunal de grande instance de Meaux en 1995. Elle est ensuite nommée juge au tribunal de grande instance de Bobigny, puis vice-présidente au même tribunal.

En 2010, elle est détachée auprès du ministère de l'Economie ainsi que celui du Budget. Nommée en 2013, sous-directrice et conseillère juridique au sein du service de renseignement TRACFIN, chargé du traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins.

Elle quitte ses fonctions en 2014 pour devenir première vice-procureure près le tribunal de grande instance de Paris. En mai 2017, elle est nommée conseillère justice au cabinet du Premier ministre Edouard Philippe.

Elle fut nommée en septembre 2020, directrice de la Protection judiciaire de la jeunesse, rattachée au sein du ministère de la Justice.

Le 20 mai 2022, elle est nommée secrétaire d'Etat chargée de l'Enfance au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Bruno Le Maire

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES, DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Ancien candidat à la primaire de la droite en vue de l'élection présidentielle de 2017, Bruno Le Maire est ministre de l'Economie et des finances depuis 2017.

Né le 15 avril 1969, diplômé de l'École Normale supérieure, de Sciences Po Paris et de l'ENA, Bruno Le Maire commence sa carrière dans la fonction publique comme conseiller aux affaires étrangères. Il suit notamment Dominique de Villepin au Quai d'Orsay, où il occupe le poste de directeur de cabinet. Il occupe ces mêmes fonctions au ministère de l'Intérieur, puis à Matignon.

Élu député de l'Eure en 2007, il commence à faire carrière au sein de l'UMP où il devient conseiller politique. En 2008, François Fillon le nomme dans son Gouvernement comme secrétaire d'État aux Affaires européennes, puis ministre de l'Alimentation, de l'agriculture et de la pêche. Il est candidat à la présidence de l'UMP en 2015, qu'il perd contre Nicolas Sarkozy en obtenant près de 30% des voix.

En février 2016, il annonce sa candidature à la primaire de la droite en vue de l'élection présidentielle en se présentant comme « le renouveau » à droite mais ne parvient pas à se qualifier au second tour, ne totalisant que 2,4 % des voix. Il se prononce rapidement en faveur de François Fillon et intègre sa campagne, où il est chargé des affaires internationales et européennes. Il démissionne de cette fonction en mars, suite aux ennuis judiciaires du candidat Les Républicains. Il se dit ensuite prêt à travailler avec Emmanuel Macron après son accession à la Présidence de la République.

Il est nommé ministre de l'Économie dès le mois de mai 2017. Il est reconduit à cette fonction en 2020 et le portefeuille de la Relance lui est nouvellement attribué. Il a ainsi eu la charge de piloter les plans de relance de l'économie pendant et après la crise du Covid-19. Il a notamment été à la manœuvre dans la mise en place du « quoi qu'il en coûte », traduit par plusieurs mesures dont le chômage partiel et les prêts garantis par l'Etat.

Le 20 mai 2022, il est nommé Ministre de l'Economie et des finances au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Gabriel Attal

MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DES
COMPTES PUBLICS AUPRÈS DU
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

**Gabriel Attal était secrétaire d'Etat
auprès du Premier ministre,
porte-parole du Gouvernement,
depuis juillet 2020.**



Né le 16 mars 1989, Gabriel Attal est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Militant au Parti socialiste de 2006 à 2016, il est membre du cabinet de la ministre de la Santé Marisol Touraine de 2012 à 2017, où il y est conseiller chargé des relations avec le Parlement et plume. Il est conseiller municipal de Vanves depuis 2014.

En 2017, il est élu député de la 10ème circonscription des Hauts-de-Seine, sous l'étiquette La République en marche - qu'il a rejoint dès la création du mouvement. Il exercera le rôle de whip pour la commission des Affaires culturelles et de l'éducation. Il est également rapporteur du projet de loi relative à l'orientation et la réussite des étudiants (loi ORE). Il est par ailleurs porte-parole de la République en marche de janvier à octobre 2018.

En octobre 2018, il est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale et de la jeunesse avant de devenir, en juillet 2020, secrétaire d'Etat porte-parole du Gouvernement.

En 2021, il se présente à la dernière place de la liste LREM dans les Hauts-de-Seine pour les élections régionales et départementales ; il n'est pas élu. Il est de nouveau candidat aux élections législatives de 2022 dans la 10ème circonscription des Hauts-de-Seine.

Le 20 mai 2022, il est nommé ministre délégué chargé des Comptes publics auprès du ministre de l'Economie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.



Gérald Darmanin

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Maire de Tourcoing, ancien député du Nord, Gérald Darmanin rejoint le Gouvernement d'Edouard Philippe en 2017 en tant que ministre de l'Action et des comptes publics avant d'être nommé ministre de l'Intérieur en juillet 2020, au sein du Gouvernement de Jean Castex, en remplacement de Christophe Castaner.

Né le 11 octobre 1982, Gérald Darmanin est diplômé de Sciences Po Lille. Il s'engage très jeune auprès de Jacques Toubon et adhère au mouvement de jeunesse du RPR. Collaborateur parlementaire à sa sortie d'école puis conseiller ministériel, il est élu conseiller municipal de Tourcoing et conseiller communautaire de la Métropole européenne de Lille en 2008, puis conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais en 2010. Il occupera le siège de vice-président après sa réélection fin 2015. En 2012, il est élu sous l'étiquette UMP aux élections législatives dans la 10ème circonscription du Nord. En 2014, il remporte les élections municipales et devient maire de Tourcoing.

Il est le directeur de campagne de Nicolas Sarkozy pour les primaires de la droite en 2016. Après l'élection d'Emmanuel Macron, il est signataire d'une tribune qui appelle à répondre à la « main tendue d'Emmanuel Macron » pour former un accord de Gouvernement.

Gérald Darmanin intègre le Gouvernement dès 2017 en tant que ministre de l'Action et des comptes publics.

Ayant abandonné son mandat de maire de Tourcoing au profit de celui de premier adjoint après sa nomination comme ministre, il retrouve le fauteuil de maire de Tourcoing en mars 2020.

En juillet 2020, il est nommé ministre de l'Intérieur. Il démissionne de ses fonctions de maire de Tourcoing en septembre 2020. Il porte notamment la loi « Respect des principes de la République », visant à lutter contre le séparatisme, promulguée en août 2021.

Le 5 mai 2022, Gérald Darmanin annonce sa candidature pour la majorité présidentielle aux élections législatives dans la 10ème circonscription du Nord.

Le 20 mai 2022, il est nommé ministre de l'Intérieur au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Christophe Béchu

MINISTRE CHARGÉ DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, AUPRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES.

Maire d'Angers depuis 2014, Christophe Béchu est Président de l'Agence de financement des infrastructures de transports de France (AFITF) depuis 2018. Il est secrétaire général du parti Horizons depuis octobre 2021. Le 20 mai 2022 il est nommé Ministre chargé des collectivités territoriales au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne.



Né le 11 juin 1974, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, d'un DEA de droit public et d'un DESS des interventions sanitaires et sociales des collectivités locales, Christophe Béchu a été lauréat de l'examen d'entrée à l'Ecole du Centre Ouest des avocats.

Il est élu dès 1995 à Arvillé et a présidé, de 2004 à 2014, le Département de Maine-et-Loire. Député européen puis sénateur, il devient maire d'Angers en 2014. La même année, il est élu président de la Communauté d'agglomération - Angers Loire Métropole -, qu'il choisit de transformer en Communauté urbaine en janvier 2016.

Il est membre de l'UMP puis des Républicains, qu'il quitte en 2017. Il soutient Alain Juppé, candidat à la primaire présidentielle Les Républicains de 2016. Il soutient la liste de La République en marche aux élections européennes de 2019.

Le 9 janvier 2019, Christophe Béchu est l'un des 72 maires et élus locaux de droite à l'initiative de la République des maires (RDM), une association de maires et d'élus locaux.

En 2020, il est réélu maire d'Angers et reconduit à la présidence de la Communauté urbaine.

Depuis 2015, Christophe Béchu préside l'Observatoire nationale de l'action sociale (ODAS), dont la mission consiste à analyser les actions des collectivités locales en matière de cohésion sociale.

En avril 2018, il est nommé à la tête de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF). Fonctions dans lesquelles il a été reconduit par le président de la République en juin 2021.

Le 20 mai 2022, il est nommé Ministre délégué, chargé des collectivités territoriales auprès du Premier ministre, au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Catherine Colonna

MINISTRE DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Ancienne ambassadrice porte-parole de la Présidence de la République sous Jacques Chirac, ancienne ministre déléguée aux Affaires européennes puis ambassadrice en Italie et au Royaume-Uni.

Née à Tours en 1956, elle intègre l'Institut d'études politiques de Paris après un DEA de droit public à l'Université François-Rabelais de Tours. Elle poursuit ensuite ses études à l'Ena.

Elle commence sa carrière à l'ambassade de France aux Etats-Unis au service politique puis au service de presse et d'information entre 1983 et 1986.

Elle est ensuite chargée du droit européen à la direction des affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères, puis rejoint le centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, peu après la chute du mur de Berlin. Elle devient l'une des porte-parole du Quai d'Orsay en 1990 à la direction de la Communication du ministère des Affaires étrangères, puis porte-parole adjointe du ministère après l'arrivée au Quai d'Orsay en 1993 d'Alain Juppé.

Elle est nommée ministre déléguée aux Affaires européennes au sein du gouvernement de Dominique de Villepin en 2005 et y restera jusqu'en 2007. Elle fait partie de la Commission du Livre blanc sur la politique étrangère et européenne, sous la direction d'Alain Juppé. En 2008, elle est nommée ambassadrice de la France à l'Unesco.

Elle rejoint ensuite le privé au sein du cabinet international Brunswick comme associée-dirigeante au bureau de Paris.

Elle fut nommée ambassadrice de France en Italie de 2014 à 2017, puis ambassadrice représentante permanente de la France auprès de l'OCDE en 2017. Elle était depuis 2019, ambassadrice de France au Royaume-Uni.

Le 20 mai 2022, elle est nommée ministre de l'Europe et des affaires étrangères au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Franck Riester

MINISTRE CHARGÉ DU COMMERCE
EXTÉRIEUR AUPRÈS DE LA MINISTRE
DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

Député de Seine-et-Marne et président du parti Agir depuis septembre 2018, il avait été nommé ministre de la Culture à l'automne 2018. Il devient ministre délégué, chargé du Commerce extérieur et de l'attractivité.



Né le 3 janvier 1974, diplômé de l'ESSEC en gestion des collectivités territoriales, Franck Riester débute sa carrière au sein d'un grand groupe d'audit avant de se consacrer au développement de l'entreprise automobile familiale. Il dirigeait plusieurs concessions automobiles, rattachées au réseau Peugeot, dans les départements de Seine-et-Marne, de l'Aisne et de la Marne.

Il débute sa carrière politique comme conseiller municipal de Coulommiers en 1995. Franck Riester devient adjoint au maire en 2001, puis maire de Coulommiers en 2008. Il est resté maire jusqu'en juillet 2017. En parallèle, il est élu pour la première fois député de la 5ème circonscription de Seine-et-Marne en 2007.

Au sein de l'UMP, il est le porte-parole adjoint de Nicolas Sarkozy au cours de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012. Il soutiendra Bruno Le Maire pour le premier tour de la primaire présidentielle des Républicains de 2016 et Alain Juppé au second tour.

A l'Assemblée nationale, il a structuré un groupe de centre-droit à l'Assemblée nationale en 2017, dont il devient co-président. Il a ensuite coordonné la création du parti Agir dont il prend la présidence le 16 septembre 2018. Il est nommé ministre de la Culture en octobre 2018.

En juillet 2020, il devient, avec le premier Gouvernement de Jean Castex, ministre délégué, chargé du Commerce extérieur et de l'attractivité.

En mai 2022, il est renouvelé dans ses fonctions de Ministre chargé du Commerce extérieur au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Clément Beaune

MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DES
AFFAIRES EUROPÉENNES AUPRÈS
DE LA MINISTRE DE L'EUROPE ET
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Ancien secrétaire d'Etat chargé des
Affaires européennes et conseiller
spécial du Président Emmanuel
Macron sur l'Europe.**

Né le 14 août 1981, diplômé de Sciences Po Paris, du Collège d'Europe et de l'ENA, Clément Beaune commence sa carrière à la direction du Budget, en tant que chef du bureau des lois de finances. Il rejoint ensuite le cabinet de Jean-Marc Ayrault, comme conseiller technique budgétaire, à Matignon. Il intègre le cabinet d'Emmanuel Macron, au ministère de l'Economie, de 2014 à 2016 en charge des Affaires européennes, internationales et budgétaires.

Il est nommé conseiller spécial du Président Emmanuel Macron en 2017 sur les questions européennes puis en tant que conseiller G20. Il est pressenti pour être secrétaire d'Etat aux Affaires européennes en 2019 après le départ de Natalie Loiseau ainsi que pour figurer sur la liste de La République en Marche en 2019. Il joue un rôle majeur dans l'élaboration du projet mis en place par LREM, après avoir écrit le discours d'Emmanuel Macron sur la « refondation » de l'Union européenne.

Il intègre le gouvernement en tant que secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes en 2020 pour préparer notamment la présidence française de l'Union européenne.

En 2022, Clément Beaune est candidat investi par Ensemble, la majorité présidentielle, dans la 7ème circonscription de Paris.

A noter : Il a été à la tête du pôle « Idées » de LREM. En novembre 2020, il adhère à Territoires de progrès, représentant l'aile gauche de la majorité présidentielle. En 2021, il est fait membre du bureau exécutif de LREM, élu sur la liste conduite par Richard Ferrand.

Chrysoula Zacharopoulou

SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉE DE LA FRANCOPHONIE DU DÉVELOPPEMENT ET DES PARTENARIATS INTERNATIONAUX AUPRÈS DE LA MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Chrysoula Zacharopoulou est élue eurodéputée sous l'étiquette Renaissance en 2019. Elle est fortement engagée dans la lutte contre l'endométriose et pour l'accès des pays pauvres à la vaccination.



Née le 7 mai 1976, Chrysoula Zacharopoulou est une gynécologue Franco-grecque, diplômée de l'université de Rome et titulaire d'un doctorat-PhD sur l'endométriose en Italie.

En 2015, elle crée avec Julie Gayet l'association Info-Endométriose qui lance la première campagne de sensibilisation en mars 2016.

Elle s'engage en politique aux côtés de La République en Marche lors des élections européennes en 2019. Éluë, elle siège depuis dans le groupe centriste et libéral Renew. Elle appelle à ce que l'Union européenne fasse de la santé une « absolue priorité ».

Le 11 janvier 2022, Chrysoula Zacharopoulou a remis au président de la République française Emmanuel Macron un rapport pour améliorer le diagnostic et la reconnaissance de l'endométriose.

Chrysoula Zacharopoulou est co-présidente de COVAX, un programme dirigé par des institutions internationales comme l'OMS chargé de lutter contre la fracture vaccinale entre les pays riches et les pays pauvres.

Le 20 mai 2022, elle est nommée secrétaire d'État chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, dans le gouvernement d'Élisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Eric Dupond-Moretti

GARDE DES SCEAUX, MINISTRE
DE LA JUSTICE

Avocat pénaliste, Eric Dupond-Moretti est nommé garde des Sceaux, ministre de la Justice, en juillet 2020 au sein du Gouvernement de Jean Castex, succédant à Nicole Belloubet. Il est reconduit dans ses fonctions dans le Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Né le 20 avril 1961, Éric Dupond-Moretti prête serment comme avocat en 1984 et s'inscrit au barreau de Lille où il ouvrira son cabinet. Il débute sa carrière dans les prud'hommes, avant de se spécialiser en droit pénal. Médiatisé depuis l'affaire d'Outreau, il s'est notamment distingué par le nombre record d'acquittements obtenus devant les cours d'assises.

En 2016, il fonde, en association avec Antoine Vey, le cabinet Dupond-Moretti & Vey et intervient de manière régulière devant les juridictions étrangères et les juridictions et institutions internationales (Cour européenne des Droits de l'Homme, Comité des Droits de l'Homme des Nations-Unies, etc.). Eric Dupond-Moretti fut premier secrétaire de la Conférence du Barreau de Lille.

Notoirement opposé à l'extrême-droite, le pénaliste compte assez peu d'engagements politiques. Il avait toutefois présidé le comité de soutien de Martine Aubry aux élections municipales de mars 2008.

Le 6 juillet 2020, il est nommé garde des Sceaux, ministre de la Justice dans le gouvernement Jean Castex. En avril 2021, il présente un projet de loi visant à « restaurer la confiance dans la justice ». Lors des élections régionales dans les Hauts-de-France, Éric Dupond-Moretti se présente comme tête de liste dans le Pas-de-Calais pour la majorité présidentielle (LREM-MoDem-TdP-Agir-MEI), qui est conduite au niveau régional par Laurent Pietraszewski.

Le 20 mai 2022, il est nommé garde des Sceaux, ministre de la Justice au sein du gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Amélie De Montchalin

MINISTRE DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Députée LREM de l'Essonne, puis secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des Affaires européennes, Amélie de Montchalin est nommée ministre de la Transformation de la fonction publique en juillet 2020 dans le Gouvernement Castex. Le 20 mai 2022, elle est nommée Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Née le 19 juin 1985, diplômée de HEC Paris, de l'Université Paris-Sorbonne et de la Harvard Kennedy School, Amélie de Montchalin débute sa carrière en tant qu'analyste financier au Chili pour le compte d'Axa Private Equity, puis en 2008 comme analyste politique à la Commission européenne. En janvier 2009, elle rejoint Exane BNP Paribas en tant qu'économiste chargée de l'Europe jusqu'en juillet 2012.

En 2014, Amélie de Montchalin rejoint le groupe Axa dans un premier temps en tant que bras droit du Directeur de la Stratégie, Responsabilité d'Entreprise et Affaires Publiques, puis de 2016 à 2017 en tant que Responsable Politiques Publiques & Prospective. En parallèle de son activité professionnelle, elle exerce une activité de conseil auprès du parti Les Républicains et certains de ses membres, notamment Alain Juppé pendant la campagne pour la primaire.

Suite à la défaite d'Alain Juppé lors de la primaire de la droite, elle rejoint En marche ! et est élue députée de la 6ème circonscription d'Essonne. Au début de la législature, Amélie de Montchalin est la coordinatrice (whip) du groupe LREM pour la commission des finances et rapporteure du projet de loi de finances pour 2018.



Candidate à la présidence du groupe LREM en septembre 2018, elle est éliminée au premier tour de scrutin et soutient Gilles Le Gendre au second. Suite à son élection, elle devient première vice-présidente du groupe LREM, chargée d'animer le réseau des « whips » des commissions.

Elle est nommée en mars 2019 en remplacement de la ministre Nathalie Loiseau, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des Affaires européennes. En juillet 2020, elle devient ministre de la Transformation de la fonction publique au sein du Gouvernement de Jean Castex. En 2021, elle porte un projet d'ordonnance qui contient les principales mesures de la réforme de la haute fonction publique. Elle est candidate pour la majorité présidentielle dans la 6ème circonscription de l'Essonne aux élections législatives de 2022.

Le 20 mai 2022, elle est nommée Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Pap Ndiaye

MINISTRE DE L'EDUCATION
NATIONALE ET DE LA JEUNESSE

Normalien, agrégé et docteur en histoire, Pap Ndiaye est d'histoire sociale des États-Unis, particulièrement des minorités, il s'intéresse également aux situations minoritaires en France. Il occupe depuis le 11 février 2021 le poste de Directeur général de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée réunissant le Musée national de l'histoire de l'immigration et l'Aquarium tropical.

Né le 25 octobre 1965, Pap Ndiaye est un intellectuel reconnu dont les travaux portent notamment sur la question noire, les discours et pratiques de discrimination raciale en France et en Amérique. Il a à cet égard rédigé en 2008 un essai intitulé *La condition Noire retraçant du XVIIIe siècle à nos jours, l'histoire d'une « minorité française »*.

En 2012, il a participé à l'écriture de la tribune « Pour une nouvelle République », publiée dans *L'Obs*, invitant à voter pour François Hollande, alors candidat socialiste à l'élection présidentielle. Très engagé sur les questions en lien avec l'intégration, il rédige en 2020 un rapport sur la diversité à l'Opéra de Paris, avec Constance Rivière, secrétaire générale du Défenseur des droits préconisant de faire la promotion de l'École de danse de l'Opéra et des conservatoires de musique auprès des personnes issues de la diversité.

Le 20 mai 2022, il est nommé Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Sébastien Lecornu

MINISTRE DE LA DÉFENSE

Ancienne cadre des Républicains, Sébastien Lecornu devient secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire en 2017 puis ministre chargé des Collectivités territoriales en 2018 et ministre des Outre-mer en 2020. Le 20 mai 2022, il est nommé ministre de la Défense.



Né le 11 juin 1986, Sébastien Lecornu a suivi des études juridiques à l'université Panthéon-Assas. Dès l'âge de 16 ans, il devient militant à l'UMP et milite lors de la campagne des élections régionales de 2004. Il devient ensuite successivement collaborateur parlementaire de Franck Gillard puis de Bruno Le Maire, alors députés de l'Eure. En 2008, il intègre le cabinet de ce dernier, alors secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, comme conseiller chargé des affaires institutionnelles puis le suit lorsqu'il est nommé ministre de l'Agriculture.

En 2014, il est élu maire de Vernon dans l'Eure puis premier vice-président de la communauté d'agglomération de Seine-Normandie. En parallèle, il dirige la campagne de l'UMP pour les élections départementales de 2015 dans l'Eure et est élu président du conseil départemental.

En mai 2015, il devient membre du bureau national des Républicains et est désigné responsable de campagne de Bruno Le Maire à la primaire de la droite et du centre de 2016. Après la victoire de François Fillon, il devient le directeur de campagne adjoint de celui-ci.

Le 21 juin 2017, il est nommé secrétaire d'Etat auprès de Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire dans le gouvernement Édouard Philippe II, et est alors exclu des Républicains. Le 25 novembre 2017, il adhère à La République en marche. Il se voit confié plusieurs dossiers sensibles comme la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, l'ouverture de l'EPR de Flamanville, ou encore le projet de centre d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo à Bure.

Le 16 octobre 2018, Sébastien Lecornu est nommé ministre chargé des Collectivités territoriales auprès de Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. Il sera notamment chargé de porter, au nom du gouvernement, la loi « Engagement et Proximité » visant à renforcer le statut des élus locaux.

Le 6 juillet 2020, il est nommé ministre des Outre-mer dans le gouvernement Castex, sous la présidence d'Emmanuel Macron, succédant à Annick Girardin. Il consacra une large partie de ses visites dans les départements et régions d'Outre-mer à la gestion de la crise sanitaire et de la crise sociale aux Antilles lui ayant succédé.

Le 20 mai 2022, il est nommé ministre de la Défense au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Brigitte Bourguignon

MINISTRE DE LA SANTÉ ET
DE LA PRÉVENTION

Ancienne ministre déléguée chargée de l'Autonomie et ancienne présidente de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale.

Née le 21 mars 1959, Brigitte Bourguignon commence sa carrière en tant que fonctionnaire territoriale chargée de l'aide alimentaire au Conseil départemental du Pas-de-Calais. Elle est ensuite adjointe au maire de Boulogne-sur-Mer, chargée de la lutte contre les exclusions, les personnes handicapées et de la petite enfance, de 2001 à 2012. Elle est également secrétaire nationale du Parti socialiste chargée du sport.

Elle est investie par le Parti socialiste lors des élections législatives de 2017 dans la 6ème circonscription du Pas-de-Calais, où elle sera élue sous l'étiquette En Marche après avoir rejoint Emmanuel Macron lors de l'entre-deux-tours. Elle échoue à la présidence de l'Assemblée nationale, opposée à François de Rugy.

Elle est élue dès 2017 à la présidence de la Commission des Affaires sociales puis réélue en 2019. Elle est présidente de la commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire conduite à l'Assemblée nationale.

Elle est nommée ministre déléguée chargée à l'Autonomie, en juillet 2020. Chargée de mener à terme le projet de loi Grand âge et autonomie, la réforme est cependant suspendue compte tenu de l'épidémie de Covid-19. Brigitte Bourguignon est spécialiste des questions relatives à la dépendance des personnes âgées.

Elle est membre de Territoires de progrès, l'aile gauche de la majorité, depuis 2020.

En 2022, elle est à nouveau candidate, investie par la majorité présidentielle Ensemble, dans la 6ème circonscription du Pas-de-Calais.

Le 20 mai 2022, elle est nommée ministre de la Santé et de la prévention au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Olivier Dussopt

MINISTRE DU TRAVAIL, DU PLEIN
EMPLOI ET DE L'INSERTION

Député de l'Ardèche depuis 2007, Olivier Dussopt a rejoint le Gouvernement en novembre 2017 et devient en 2020 ministre chargé des Comptes publics.



Né le 16 août 1978, diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, il entre au PS en 2000 puis devient collaborateur parlementaire de Michel Teston, sénateur et président du Conseil général de l'Ardèche. Il est ensuite élu conseiller régional de Rhône-Alpes (2006-2008), puis député de la 2ème circonscription de l'Ardèche en 2007 et enfin maire d'Annonay en 2008.

En 2012, il devient le porte-parole de Martine Aubry en vue de la campagne présidentielle de 2012.

Réélu député en juin 2017, il rejoint le Gouvernement en novembre de la même année comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, particulièrement chargé de la fonction publique. En juillet 2020, il devient ministre chargé des Comptes publics.

Encarté au Parti socialiste de 2000 à 2017, il cofonde Territoire de Progrès, censé incarner l'aile gauche de la majorité présidentielle, en 2020.

Le 20 mai 2022, il est nommé Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Damien Abad

MINISTRE DES SOLIDARITÉS, DE
L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES
HANDICAPÉES

Député LR de la 5ème circonscription de l'Ain depuis 2012, Damien Abad a notamment occupé le rôle de Président du groupe Les Républicains de l'Assemblée nationale entre 2019 et 2022.

Né le 5 avril 1980, Damien Abad a commencé sa carrière en 2006 au sein du groupe UDF puis Nouveau centre à l'Assemblée nationale. Il a successivement été élu député européen entre 2009 et 2012, conseiller régional de la Région Rhône-Alpes entre 2010 et 2015, député de la 5ème circonscription de l'Ain (depuis 2012) et Président du Conseil départemental de l'Ain entre 2015 et 2017.

Il soutient Bruno Le Maire pour la primaire de la droite et du centre de 2016 et devient porte-parole de sa campagne. Il soutient François Fillon lors de l'élection présidentielle de 2017 avant de parrainer Laurent Wauquiez pour le congrès des Républicains de 2017. Il est ensuite nommé troisième vice-président des Républicains.

Réélu député en 2017, il prend rapidement une place majeure au sein du groupe les Républicains jusqu'à être élu Président du groupe en 2019.

A l'occasion de l'élection présidentielle 2022, il soutient Xavier Bertrand avant de se ranger derrière Valérie Pécresse. A l'issue du premier tour, il se montre favorable à un rapprochement avec la majorité présidentielle.

Il quitte la présidence du groupe LR de l'Assemblée nationale le 19 mai 2022.

Le 20 mai 2022, il est nommé ministre des Solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Sylvie Retailleau

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Diplômée de l'ENS Cachan, agrégée de sciences physiques et titulaire d'un doctorat en sciences, elle est présidente de l'université Paris-Saclay depuis mars 2020.



Née le 24 février 1965, diplômée de l'École Normale Supérieure de Cachan (aujourd'hui ENS Paris-Saclay) et agrégée de physique (option physique appliquée). Elle détient également un doctorat en sciences à l'université Paris-Sud (aujourd'hui Paris-Saclay).

Elle occupe depuis 2001 un poste de professeure à l'Université Paris-Sud. Elle a été responsable du Master IST (Information, Systèmes, Technologie) jusqu'en 2008.

Elle est vice-présidente du département de physique de la faculté des sciences d'Orsay de 2007 à 2008, puis vice-doyenne chargée des formations de 2008 à 2011. Elle devient doyenne de la faculté de 2011 à 2016, puis est élue présidente de l'université Paris-Sud jusqu'en 2019.

C'est à ce titre qu'elle est nommée rapporteure du groupe de travail "Recherche sur projet, financement compétitif et financement des laboratoires", chargé de conduire la réflexion et la concertation pour le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) adopté en 2020.

Elle est ensuite élue présidente de l'Université Paris-Saclay en mars 2020.

Elle est par ailleurs administratrice de Campus France, de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique, de l'Etablissement public d'aménagement de Paris-Saclay, de l'Etablissement public du palais de la Découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie (Universcience) et du Bureau de recherche et de géologie minière (BRGM).

Le 20 mai 2022, elle est nommée ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Marc Fesneau

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET
DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Ancien député du Loir-et-Cher et Président du groupe Modem à l'Assemblée nationale de 2017 à 2018, Marc Fesneau est ministre délégué aux relations avec le Parlement et à la participation citoyenne, auprès du Premier ministre depuis octobre 2018.

Né le 11 janvier 1971, Marc Fesneau débute sa carrière dans une entreprise de conseil, puis en 1996 pour la chambre d'agriculture départementale du Loir-et-Cher. Il intègre d'abord le service développement local, puis, en 2000, il devient directeur du service, chargé des politiques de développement local et des fonds européens.

Politiquement, il est élu pour la première fois en tant que conseiller municipal à Marchenoir (Loir-et-Cher) en 1995. Il est ensuite assistant parlementaire de Jacqueline Gourault, alors sénatrice MoDem entre 2001 et 2007, avant d'être élu maire de Marchenoir en 2008 (réélu en 2014) et président de la fédération MoDem du Loir-et-Cher.

Dans le même temps, il est élu conseiller régional du Centre Val de Loire de 2004 à 2010 et tête de liste du MoDem pour les régionales de 2010, puis de 2015.

Nommé secrétaire général du MoDem en 2010, il est élu député de la 1ère circonscription du Loir-et-Cher en juin 2017 et devient président du groupe MoDem à l'Assemblée nationale. Il est nommé au Gouvernement comme ministre auprès du Premier ministre chargé des Relations avec le Parlement, en 2018 puis ministre délégué aux relations avec le Parlement et à la participation citoyenne, auprès du Premier ministre en juillet 2020.

Le 20 mai 2022, il est nommé ministre de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Stanislas Guérini

MINISTRE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

Député de la 3e circonscription de Paris, Stanislas Guérini occupe également depuis le 1er décembre le poste de délégué général de Renaissance.



Né le 14 mai 1982, Stanislas Guérini débute sa carrière professionnelle au sein d'un cabinet de conseil en analyse stratégique avant de fonder en 2007, la société Watt & Home, spécialisée dans les énergies renouvelables. Il exerce par la suite en tant que directeur de l'expérience client au sein du groupe Elis.

Politiquement, il est engagé au parti socialiste et fait partie de l'équipe de campagne de Dominique Strauss-Kahn pour la primaire de 2006. Il rejoint Emmanuel Macron dès la fin de l'année 2015 et devient l'un des fondateurs d'En Marche.

Elu député de la 3ème circonscription de Paris en 2017, il occupe rapidement le rôle de porte-parole du groupe La République en Marche. En tant que député, il a notamment été entre 2017 et 2019 rapporteur spécial du budget de la Mission Immigration, asile et intégration (PLF) et rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour un État au service d'une société de confiance en 2018.

Le 1er décembre 2018, il est nommé délégué général de La République en Marche en charge du suivi et de la structuration du parti. En mars 2020, il est candidat sur la liste d'Agnès Buzyn aux élections municipales du 17ème arrondissement de Paris.

Le 5 mai 2022, il est nommé secrétaire général et trésorier d'Ensemble !, la confédération d'union de La République en Marche, du MoDem et d'Horizons en vue des législatives.

Le 20 mai 2022, il est nommé ministre de la Fonction publique au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Yaël Braun-Pivet

MINISTRE DES OUTRE-MER

Ancienne avocate et militante associative, Yaël Braun-Pivet est députée des Yvelines et Présidente de la commission des Lois depuis 2017.

Née le 7 décembre 1970, Yaël Braun-Pivet est d'abord avocate en droit pénal au barreau de Paris puis au barreau des Hauts-de-Seine jusqu'en 2003. Elle exerce durant sept ans, d'abord en tant qu'avocate en droit pénal dans le cabinet d'Hervé Temime, puis dans son propre cabinet avec deux associés à Neuilly-sur-Seine. Elle suit son mari, cadre supérieur chez L'Oréal, expatrié en Asie (Taïwan, Japon), puis au Portugal.

Elle s'engage dans les Restos du cœur en 2014. Après avoir dirigé la cellule départementale d'accès aux droits et à la justice à compter de novembre 2014, elle dirige l'antenne de Chanteloup-les-Vignes en 2015 avant de piloter la création du futur centre d'accueil de Sartrouville. Également membre du conseil d'administration des Yvelines, elle devient en septembre 2016 la responsable nationale du déploiement de l'activité « accès à la justice » des Restos du Cœur.

Yaël Braun-Pivet débute son engagement politique en tant que trésorière de la section du Parti socialiste (PS) à Tokyo dans les années 2000. Elle reste encartée au PS jusqu'à son adhésion à En marche à l'automne 2016.

Le 18 juin 2017, lors du second tour des élections législatives, elle devance le député sortant Jacques Myard et est élue députée avec 58,99 % des voix. Le 29 juin 2017, elle est élue présidente de la commission des Lois. En juillet 2019, à l'occasion de la remise en jeu des postes au sein du groupe LREM, elle est réélue au poste de présidente, battant Laetitia Avia au second tour de scrutin.

Candidate lors des élections municipales de 2020, en 16ème position sur la liste de Bruno Coradetti (investi par LREM) au Vésinet, elle est élue conseillère municipale.

Le 20 mai 2022, elle est nommée ministre des Outre-Mer au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Rima Abdul Malak

MINISTRE DE LA CULTURE

Ancienne conseillère culture de Bertrand Delanoë et conseillère culture et communication d'Emmanuel Macron, Rima Abdul Malek est ministre de la Culture



Née le 11 février 1979, diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon et titulaire d'un DESS développement et coopération internationale de l'Université Panthéon-Sorbonne, Rima Abdul Malak commence sa carrière dans l'humanitaire comme directrice des programmes de l'association Clowns Sans Frontières. Elle s'oriente par la suite vers le secteur de la culture, d'abord à la tête du pôle musiques actuelles de l'Institut français en 2007, puis à la mairie de Paris l'année suivante, où elle sera notamment nommée conseillère culture du maire socialiste Bertrand Delanoë, en 2012. Elle passera ensuite quatre années à New York, rattachée à l'ambassade de France aux États-Unis.

En novembre 2019, Rima Abdul Malak devient conseillère culture et communication du président Emmanuel Macron, en remplacement de Claudia Ferrazzi. Elle est notamment chargée de la mise en œuvre de l'année blanche pour les intermittents du spectacle suite à la crise suscitée par la pandémie de Covid-19 et contribue au plan "Mondes nouveaux" de commande publique établi en 2021 pour soutenir l'industrie culturelle française dans le cadre du plan de relance. Elle aura également sous sa responsabilité la gestion de plusieurs dossiers sensibles : la suppression de la redevance audiovisuelle, et la promotion du dispositif du Pass culture.

Le 20 mai 2022, elle est nommée ministre de la Culture au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.



Agnès Pannier-Runacher

MINISTRE DE LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE

Ancienne directrice générale déléguée de la Compagnie des Alpes, elle a rejoint le Gouvernement en 2018 en tant que secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances. Elle devient en 2020 ministre déléguée chargée de l'Industrie.

Née le 19 juin 1974, diplômée d'HEC, de l'institut d'études politiques de Paris, et de l'ENA. Au cours de sa carrière, elle a été Inspectrice des finances et a notamment intégré l'AP-HP, le Fonds stratégique d'investissement et la Caisse des dépôts et consignations.

Elle rejoint la Compagnie des Alpes en 2013 aux fonctions de directrice générale déléguée. Elle est également membre du board d'une entreprise du secteur énergétique et d'une entreprise du secteur des services.

Au niveau politique, elle devient référente En Marche ! du 16e arrondissement de Paris puis conseillère d'Emmanuel Macron pendant la campagne. Elle sera ensuite membre de la commission chargée d'investir les candidats aux législatives.

En 2018, elle est nommée au Gouvernement comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances avant de devenir, en 2020, ministre déléguée, chargée de l'Industrie auprès du même Ministre.

Elle est candidate dans le 16ème arrondissement de Paris aux élections municipales de 2020, en septième position sur la liste LREM, qui est battue au second tour avec 23,8 % des voix.

Lors de la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19, Agnès Pannier-Runacher est notamment en charge d'organiser et de renforcer la production et l'approvisionnement en matériels à destination des personnels et des établissements de santé (masques sanitaires, respirateurs, sur-blouses, écouvillons, etc.)

Le 20 mai 2022, elle est nommée ministre de la Transition énergétique au sein du Gouvernement d'Elisabeth Borne pour le second mandat d'Emmanuel Macron.

Amélie Oudéa-Castera

MINISTRE DES SPORTS ET DES
JEUX OLYMPIQUES ET
PARALYMPIQUES

Ancienne joueuse de tennis professionnelle, Amélie Oudéa-Castera est directrice générale de la Fédération française de tennis depuis mars 2021.



Née le 9 avril 1978, Amélie Oudéa-Castera est diplômée de l'IEP de Paris, de l'ESSEC et de l'ENA (promotion Léopold Sédar Senghor, comme Emmanuel Macron).

Elle est joueuse de tennis professionnelle de 1992 à 1996. Elle intègre la Cour des comptes en 2004, à sa sortie de l'ENA.

Entre 2008 et 2017, elle occupe plusieurs postes chez Axa, notamment comme directrice de la stratégie puis directrice marketing et digital pour la France.

Elle siège brièvement au conseil d'administration du groupe Carrefour en 2018, avant d'être nommée directrice e-commerce, data et transformation digitale du groupe entre 2018 et 2021. Elle est par ailleurs administratrice des groupes Eurazeo (société d'investissement) et Plastic Omnium (équipementier automobile).

En 2018, elle refuse de prendre la direction de l'Agence nationale du sport, alors présidée par Jean Castex. Elle occupe ensuite la présidence le Comité d'audit du comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 de 2018 à 2019. Elle est directrice générale de la Fédération française de tennis (FFT) depuis le 5 mars 2021.

A noter : Elle est pressentie pour entrer au gouvernement comme ministre des Sports en 2017, puis de nouveau en 2018, en remplacement de Laura Flessel. Elle est en charge de la rédaction du programme sport d'Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle 2022.

Le 20 mai 2022, elle est nommée ministre de Sports et des Jeux olympiques et Paralympiques, dans un ministère de plein exercice.

ANTHENOR PUBLIC AFFAIRS

4 rue Marbeuf
75008 Paris
Metro: Alma / Marceau
+ 33 (0)1 42 27 53 37
contact@anthenor.fr

Anthenor Public Affairs

PUBLIC RELATIONS & GOVERNMENTAL AFFAIRS

